

Edito

Pour les Européens, l'heure est venue de se compter

Par Olivier le Bussy

Si la position dans laquelle se retrouvent les (toujours) Vingt-huit et les institutions de l'Union européenne étaient transposées sur un échiquier, on parlerait d'une situation de pat: plus personne n'est en mesure de jouer un coup sans se mettre en situation d'échec. Les Britanniques ont voté par référendum pour que leur pays quitte l'Union, mais leur futur ex-Premier ministre refuse de le signifier officiellement à ses partenaires. Le Royaume-Uni souhaite d'abord voir où il va, et ouvrir les négociations sur le nouveau statut de sa relation avec les Vingt-sept. De leur côté, les autres chefs d'Etat et de gouver-

nement ne veulent pas engager les pourparlers avant que Londres ait activé le désormais fameux article 50 du traité, et ce, dans les plus brefs délais. Mais ils ne peuvent pas forcer David Cameron, ni celui ou celle qui lui succédera en septembre à le faire.

Ceux qui espéraient que le Brexit aurait au moins l'avantage de clarifier les choses en sont pour leur frais. Comme le sont ceux qui escomptaient (naïvement) que "ceux qui restent" affichent une unité sans faille. Bien sûr, la chancelière allemande Merkel, le président français Hollande et le président du Conseil italien Matteo Renzi ont aligné leurs positions sur la façon de traiter avec Londres, lundi, à Berlin. Mieux même: ils promettent d'ouvrir, ensemble, des pistes pour donner "une nouvelle impulsion" à l'Europe – on attendra quand même de voir ce qu'il en advient avant de se réjouir. Mais dans le même temps, les quatre pays du groupe Visegrad, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, pas exactement les plus enthousiastes envers l'intégration euro-

péenne, ont appelé à une limitation des pouvoirs de la Commission, au bénéfice du Conseil européen. Soit déshabiller une institution, certes imparfaite, mais qui reste la gardienne de l'intérêt commun pour rhabiller celle où les intérêts nationaux s'affrontent et/ou se combinent sous la forme d'arrangements médiocres et inopérants.

C'est un défi lancé à l'esprit "communautaire" des pères fondateurs, entretenu vaille que vaille par un noyau (plus ou moins) dur. Conjugué à cette volonté, à peine voilée, du Royaume-Uni de ne retirer

que des avantages d'un Brexit, ce défi est de nature à participer à l'évaporation de l'Europe. Les événements de ces derniers jours obligent, plus que jamais auparavant, les Européens à se compter. Et ceux qui croient encore qu'il est possible de relancer un projet commun, cohérent, pour le continent à le défendre. Quitte à le poursuivre en comité restreint.

Il n'est pas encore trop tard pour faire pièce au moins-disant européen. Mais il est grand temps.